

Que le ministre des Finances et le premier ministre fassent la seule chose valable qu'ils soient encore capables de faire, à savoir démissionner, avant que la récession économique ne devienne une véritable catastrophe nationale.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE DES FINANCES ET DU CHEF DE L'OPPOSITION—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Rod Murphy (Churchill): Madame le Président, étant donné que le ministre des Finances (M. MacEachen) entend obliger les gagne-petit parmi les fonctionnaires à accepter le même taux de hausse de traitement que les ministres du cabinet, les hauts fonctionnaires et les administrateurs que le gouvernement a nommés et qui gagnent plus de \$100,000 par année, qu'il entend en outre encourager les autres Canadiens à accepter cette méthode injuste de partage du fardeau économique, et que le chef du parti conservateur (M. Clark) a appuyé hier soir ces mesures, lui qui a précédemment déclaré qu'il maintiendrait la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement libéral, je propose, avec l'appui du député de Beaches (M. Young):

Que le ministre des Finances offre immédiatement aux Canadiens de démissionner, et que le chef du parti conservateur fasse de même, pour respecter le principe libéral-conservateur du partage et de la solidarité.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE NORD CANADIEN

LA COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill Yurko (Edmonton-Est): Madame le Président, les députés de tous les partis membres du sous-comité de la Commission d'énergie du Nord canadien ont exposé d'excellente façon dans leur rapport les problèmes de production et de distribution de l'énergie électrique au nord du 60^e parallèle. Les recommandations sont valables et expriment bien la pensée et l'orientation de tous les groupes concernés qui ont un rôle à jouer dans cette affaire complexe. Le rapport a été déposé à la Chambre il y a plusieurs semaines. Je propose donc, appuyé par le député de Cochrane-Superior (M. Penner):

Que les ministres responsables déterminent et annoncent aussitôt que possible à la Chambre un échéancier pour la mise en œuvre des recommandations du rapport.

Questions orales

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour présenter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

ON DEMANDE UN MORATOIRE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Gordon Towers (Red Deer): Madame le Président, tout comme mes concitoyens, je suis déçu par l'horrible déficit budgétaire de 19.6 milliards de dollars que prévoit le gouvernement et par le fait que ce dernier ne freine toujours pas ses propres dépenses. Les emprunts contractés par le gouvernement fédéral ne sauraient qu'attiser les taux d'intérêt en général. Le gouvernement applique deux poids, deux mesures, puisqu'il ne pratique pas ce qu'il prêche au contribuable. Il a péché en ne réduisant pas ses dépenses extravagantes parmi lesquelles on peut citer des dons exorbitants accordés à l'étranger, des programmes linguistiques, la multiplication des postes de cadres supérieurs et le programme de conversion au système métrique, auxquels il faut ajouter 5 millions de dollars pour des feux d'artifice. Par conséquent, je propose, appuyé par le député d'Assiniboia (M. Gustafson):

● (1415)

Que, étant donné que l'Alberta est la quatrième province à manifester officiellement son opposition à la décimalisation obligatoire, en intervenant pour aider M^{me} Kasparian, de Calgary, qui est accusée d'avoir utilisé le système des mesures impériales, le gouvernement suspende l'application obligatoire du système métrique, réduisant ainsi ses dépenses, pour cette année seulement, d'au moins 10 millions de dollars, et épargnant des millions aux détaillants et aux consommateurs qui seront le plus durement touchés par l'imposition de ce programme.

Mme le Président: Passons aux questions orales.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

LE BUDGET—L'INDEXATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances qui vient d'avoir sa troisième chance et qui serait retiré si nous avions un gouvernement honnête ou honorable. Nous connaissons la réaction du monde des affaires en général et du marché monétaire à son budget. Le cours du dollar baisse et le marché s'effondre. Bien des Canadiens ne comprennent pas encore que, hier soir, le gouvernement leur a imposé entre autres choses une lourde majoration d'impôts d'au moins \$100 par contribuable, en moyenne.